Paru dans *Junge Freiheit*

Sarkozy - Royal

Ce sera donc « Sarko contre Ségo » ! Au terme d'une campagne indécise jusqu'au bout (11 % des électeurs n'avaient pas encore fait leur choix la veille du scrutin !), ce sont les deux candidats qui s'y préparaient depuis le plus longtemps, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, qui s'affronteront le 6 mai au second tour de l'élection présidentielle française, le premier étant donné largement favori.

Avec 31,1 % des voix, soit 12 points de plus que Chirac en 2002, Sarkozy a remporté un succès qui ne s'explique pas seulement par la vigoureuse campagne qu'il a menée, ou par l'incontestable droitisation du paysage politique français, mais avant tout par le faible score de Jean-Marie Le Pen.

Le président du Front national, qui avait déjà très peu de chances d'accéder au second tour en raison du moindre morcellement de la gauche, enregistre en effet avec 10,5 % des suffrages son plus mauvais score à une élection présidentielle. Il perd en outre un million de voix par rapport à 2002. Ceux qui au sein de son propre parti contestent la « ligne » de sa fille, Marine Le Pen, expliqueront sans doute cette défaite par les orientations nouvelles qu'elle a données au FN. Mais ils auront tort. Paradoxalement, c'est à la « lepénisation des esprits » que Le Pen doit son échec. Plus habile que Jacques Chirac, qui s'était toujours opposé au moindre rapprochement avec le Front national, Sarkozy n'a pas hésité à « parler comme Le Pen » à maintes reprises, ce qui lui a permis, après lui avoir pris ses idées, de lui prendre aussi ses électeurs. Un sondage publié avant le scrutin avait d'ailleurs déjà montré que 26 % des sympathisants du Front national, ainsi que 37 % des employés et 39 % des cadres ayant voté pour Le Pen en 2002, étaient cette année prêts à voter Sarkozy. Ce dernier, au total, a pris à Le Pen un bon tiers de ses électeurs.

L'extrême gauche a fait de son côté un score lamentable, puisqu'au total ses six candidats ne remportent que 10,8 % des voix. A l'exception du trotskyste Olivier Besancenot, qui obtient 4,1 % des voix, aucun des autres n'est parvenu à atteindre les 2 %. Le parti communiste avec 1,9 % des voix et les Verts avec 1,5 % connaissent même des défaites qu'on peut qualifier d'historiques. Tous se disent, non sans raison, victimes du « vote utile » qui a conduit la majorité des électeurs de gauche (56 % d'après les sondages) à voter dès le premier tour pour Ségolène Royal par crainte de voir leur famille politique absente du second tour comme elle l'avait été lors de la précédente présidentielle. Le premier tour de l'élection de 2007, de ce point de vue, aura aussi été le « troisième tour » de celle de 2002.

Pour le second tour, Sarkozy possède de sérieux atouts, à commencer par l'écart inespéré

de six points qui le sépare déjà de sa rivale. Mais surtout, il dispose d'une réserve de voix que celle-ci n'a pas. Il possède en effet déjà une majorité virtuelle résultant de l'addition de ses voix du premier tour (31 %), de celle de la moitié des électeurs de Bayrou (9 %), et d'environ 80 % des voix des lepénistes et des partisans de Philippe de Villiers (qui n'en a lui-même recueilli que 2,2 %).

Ségolène Royal est, elle, loin de se trouver dans la même situation. Les 10,8 % de suffrages d'extrême gauche ajoutés aux 25,8 % qu'elle a obtenus sont loin de faire une majorité. Le total des voix de gauche est d'ailleurs le même qu'en 2002 : environ 36 %. Pour redresser la situation, Royal devra obtenir au second tour au moins la moitié des voix de Bayrou et y ajouter encore les suffrages de ceux qui, dès le début, ont adopté comme position : « Tout sauf Sarkozy ! » Sarkozy polarise en effet les passions, et la candidate socialiste ne peut espérer l'emporter qu'en faisant de sa candidature de second tour une sorte de « référendum anti-Sarkozy ». En ce sens, cette élection marque aussi la fin d'une époque : celle de l'« union de la gauche ». Avec un parti communiste ramené à l'état de ruine, le parti socialiste ne peut plus espérer retrouver une majorité allant des sociaux-démocrates à l'extrême gauche. Il est condamné à se « centriser ».

François Bayrou, dont les électeurs potentiels étaient les moins sûrs de leur choix, n'a pas réussi à se qualifier pour le second tour. Mais avec 18,5 % des voix et plus de 7 millions de suffrages, alors qu'il n'avait que 6 % des intentions de vote au début de sa campagne, il obtient le meilleur score jamais obtenu par un centriste dans une élection présidentielle. On peut même estimer qu'absent au second tour, il en sera quand même l'arbitre dans la mesure où ce sont les votes de ses électeurs qui seront les plus décisifs. Dans les jours qui viennent, après avoir été dénoncé à droite comme un homme de gauche et à gauche comme un homme de droite, il va être l'homme politique le plus sollicité par les deux camps et il ne manquera pas d'en jouer.

Si le résultat du premier tour est sans surprise, cette élection reste quand même atypique à un double égard. Alors que l'abstention n'avait fait que croître toutes ces dernières années, on a enregistré un taux de participation d'environ 85 %, encore jamais vu depuis le début de la Ve République, qui s'explique sans doute par le fait que la plupart des candidats appartiennent à une « nouvelle génération ». (Mais il faut aussi rappeler que plus la participation est forte, plus les extrêmes font de mauvais scores). D'autre part, alors que tous les sondages confirment le brouillage de la distinction gauche-droite et le fait qu'une vaste majorité de Français ne font pas plus confiance à la droite qu'à la gauche pour régler leurs problèmes, le second tour marque un évident (mais sans doute provisoire) retour à cette bipolarisation que François Bayrou avait fait le pari de dépasser.

Sarkozy va maintenant chercher à « rassembler le peuple français autour d'un rêve français », tandis que, face à la perspective d'une société « plus dure », Ségolène Royal va plus que jamais jouer du rôle maternel, protecteur et sécurisant, qu'elle affectionne. En s'adressant à tous les Français, l'un et l'autre vont tenter de mobiliser très au-delà de leur propre famille politique. Tout va en fait se jouer au centre. La campagne du second tour sera sans pitié.

Alain de Benoist

(23 avril 2007)